

DANS L'ACTUALITE du 13 au 15 octobre 2015

Textes officiels

JORF n° 0238 du 14 octobre 2015

Ouverture à l'initiative privée des services réguliers interurbains de transport public routier de personnes

[Décret n° 2015-1266 du 13 octobre 2015 relatif aux services réguliers interurbains de transport public routier de personnes librement organisés](#)

Circulaire

Evaluation préalable des normes et qualité du droit

[Circulaire NOR : PRMX1524194C du 12 octobre 2015 - La circulaire précise certains aspects de l'évaluation préalable des projets de textes réglementaires, notamment ceux ayant un impact sur les services déconcentrés de l'Etat.](#)

Jurisprudence

Ordre de juridiction compétent pour connaître d'un litige relatif à la redevance « spéciale » d'enlèvement et de traitement des déchets « assimilés » à des déchets ménagers, au sens de l'article L. 2224-14 du code général des collectivités territoriales, qui doit obligatoirement être créée, en vertu de l'article L. 2224-78 du même code, en complément de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères

[TC 12 octobre 2015 Communauté de communes de la vallée du Lot et du vignoble \(CCVLV\) c/ M.L. N° 4024](#)

Appréciation de la légalité du marché

[CE 14 octobre 2015 région Réunion, req. n° 391183](#)

Vu par ailleurs

Administration

Code des relations entre le public et l'administration

[La secrétaire d'État chargée de la réforme de l'État et de la simplification a présenté une ordonnance relative aux dispositions législatives du code des relations entre le public et l'administration et un décret relatif aux dispositions réglementaires du même code.](#)

Source : Compte-rendu du Conseil des ministres du 14/10/2015

Contrat public

Présentation du rapport à la presse

[Jeudi 15 octobre 2015 à 10h, M. Martial BOURQUIN présente à la presse les conclusions du rapport de la mission commune d'information sur la commande publique](#)

Source : senat.fr du 15/10/2015

Vers la fin de la signature électronique obligatoire ?

[Une mini-révolution est-elle en marche ? Bercy envisage de ne plus rendre obligatoire la signature électronique de l'acte d'engagement qui ne serait demandée qu'aux attributaires. C'est Benoît Dingremont, le sous-directeur de la commande publique à la DAI, qui l'a annoncé, à l'occasion de la conférence sur la réforme des marchés publics, co-organisé par achatpublic.info et le Moniteur le 6 octobre.](#)

Source : localtis.info du 13/10/2015

Responsabilité décennale du constructeur : une garantie solide

[De récents arrêts de la cour administrative d'appel de Lyon et du Conseil d'Etat mettent la garantie décennale du constructeur sous les feux de l'actualité. Un arrêt de la CAA de Lyon en date du 17 septembre 2015 examine l'étendue de la responsabilité d'un constructeur à la suite de la constatation de désordres sur l'ouvrage remis.](#)

Source : localtis.info du 13/10/2015

Urbanisme

Un code de l'urbanisme enfin lisible

Rendre compréhensible une réglementation devenue totalement inaccessible à force d'accumulation de textes, c'est l'objectif du travail de recodification du livre I du code de l'urbanisme, parachevé avec la publication de l'ordonnance du 23 septembre dernier.

Source : la gazette des communes du 14/10/2015

Installation du conseil d'administration de l'établissement public foncier d'Ile-de-France

Jean-François Carencu, préfet de la région Ile-de-France, a installé, le 8 octobre, le conseil d'administration du tout nouvel établissement public foncier d'Ile-de-France (Epfif). A cette occasion, le conseil a élu Hicham Affane, conseiller régional (PS), au poste de président. La veille était paru l'arrêté préfectoral fixant la liste - copieuse - des 58 membres de cette instance.

Source : localtis.info du 13/10/2015

Environnement

La COP 21

Le ministre des affaires étrangères et du développement international, la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et le ministre des finances et des comptes publics ont présenté l'état d'avancement de la préparation de la 21ème conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, qui se tiendra au Bourget du 30 novembre au 11 décembre 2015.

Source : Compte-rendu du Conseil des ministres du 14/10/2015

Collectivités territoriales

« Silence vaut accord » : de nouvelles exceptions en vue

Un mois avant l'entrée en vigueur, pour les collectivités territoriales et les organismes de service public, du principe selon lequel le silence gardé par l'Administration pendant deux mois vaut acceptation, des projets de décrets sont mis en consultation pour prévoir des dérogations.

Source : le Moniteur du 12/10/2015

La réforme de la DGF au cœur de la convention nationale de l'intercommunalité

Réunis les 8 et 9 octobre à Tours, à l'occasion de la 26e convention nationale de l'intercommunalité organisée par l'Assemblée des Communautés de France (AdCF), près de 2000 élus et cadres intercommunaux ont débattu de la réforme territoriale et de sa mise en œuvre.

Source : le Moniteur du 12/10/2015

Transport

Autocars : les élus et opérateurs font un saut dans l'inconnu

Quelques semaines après l'ouverture du marché domestique de l'autocar permis par la loi sur la croissance et l'activité, dite loi Macron, les perspectives s'ouvrent, les appétits s'aiguisent et des chamboulements s'annoncent à mesure que ce moyen de transport se glisse dans des niches jusqu'ici inoccupées par les cars et trains des régions.

Source : localtis.info du 15/10/2015

Vu dans les revues

BJCP n° 102 septembre-octobre 2015 p.331, *Ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics : deux ou trois choses que je sais d'elle*, par Philippe Terneyre

BJCP n° 102 septembre-octobre 2015 p.355, *Un marché conclu entre un concessionnaire d'autoroute et un entrepreneur avant l'arrêt Mme Rispal est-il de droit privé ? Un désordre résultant d'un choix technique accepté par le maître de l'ouvrage engage-t-il la responsabilité de l'entrepreneur sur le fondement de la garantie de parfait achèvement ?*, conclusions Gilles Pellissier

BJCP n° 102 septembre-octobre 2015 p.376, *Un marché public prévoyant son exécution à une date antérieure à sa notification encourt-il la nullité ?*, conclusions Bertrand Dacosta

DP Construction et urbanisme Bulletin n° 468 octobre 2015 p.3, *Le régime des marchés publics en rénovation*, par Olivier Cormier

DP Construction et urbanisme Bulletin n° 468 octobre 2015 p.11, *Les métros vont pouvoir faire leur trou*, par Olivier Cormier

Le Moniteur - Complément services publics n° 20, octobre 2015 p.18, *Les concessions d'autoroutes dans la loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques*, par Laurent Richer

Presse

Les commerces se ruent sur le travail du dimanche

[A peine la législation clarifiée sur l'ouverture des commerces le dimanche, c'est déjà la zizanie à Paris, où les magasins tentent de trouver des solutions pour ouvrir au plus vite. La loi Macron a établi des zones touristiques internationales \(ZTI\), à Paris, Deauville \(Calvados\), Cannes \(Alpes-Maritimes\) et Nice, où les commerces pourront ouvrir le dimanche et tous les soirs jusqu'à minuit.](#)

Source : Le Monde du 15/10/2015

A Nantes, la « ligne Macron » ne fait pas recette

[La généralisation de l'ouverture des commerces le dimanche, la loi Macron, « ce n'est pas notre ligne », énonce poliment Johanna Rolland, maire PS de Nantes et présidente du conseil de la métropole. Lundi 19 octobre, les élus des 24 communes de l'agglomération vont entériner le principe d'une dérogation à la règle du repos dominical, limitée aux deux dimanches après-midi précédant Noël, de 14 heures à 19 heures, et « valable uniquement pour les commerces de centre-ville et de centre-bourg ».](#)

Source : Le Monde du 15/10/2015

Public-privé, une entente cordiale sous surveillance

[Le modèle de l'aménagement urbain à la française a-t-il vécu ? Des partenaires privés sollicités de plus en plus tôt.](#)

Source : les Echos du 15/10/2015

La grande mue d'Aulnay remise à la page

[Les 150 hectares de terrain de l'usine fermée il y a deux ans doivent se muer en quartier urbain. Mais les négociations financières sont ardues entre PSA et l'Etat.](#)

Source : les Echos du 15/10/2015

Darty, ouvert le dimanche, annonce la création de 50 emplois à Paris

[La création de ses emplois résulte d'un accord avec les syndicats dans le cadre des nouvelles zones touristiques internationales prévues par la Loi Macron](#)

Source : les Echos du 13/10/2015